

GROUPES POPULAIRES ET DEVELOPPEMENT REGIONAL: QUELS LIENS?

Roland Charbonneau

Christiane Gagnon

Juan-Luis Klein

Edition: Groupe de Recherche et d'Intervention Régionales

Document de travail no. 4.

Mars 1983

Groupes populaires et développement régional:
quels liens?

Le projet de recherche intitulé: "DESENGAGEMENT DE L'ETAT ET LES ORGANISATIONS POPULAIRES EN REGION PERIPHERIQUE: LE CAS DE LA SAGAMIE", soumis par le GRIR à de nombreux groupes populaires, suscite quelques interrogations sur la nature et la qualité des liens présumés entre ces deux types de réalité: Développement régional et groupes populaires. Pour mieux encadrer ou situer le débat dès le début, nous soumettons à l'attention des intervenants sollicités pour cette démarche, une double précision relative 1) à notre perception de la nature et du processus du développement et 2) à une hypothèse de classification/situation des groupes populaires dans ce processus.

De façon générale, "le développement doit s'appuyer sur trois piliers:

A- L'autonomie des décisions (self-reliance) et la recherche de modèles endogènes propres à chaque contexte historique, culturel et écologique; (endogène: issu du milieu)

B- La prise en charge équitable des besoins de tous les humains et de chaque humain; besoins matériels et immatériels, à commencer par celui de se réaliser à travers une existence qui ait un sens, qui soit un projet;

C- La prudence écologique, c'est-à-dire la recherche d'un développement en harmonie avec la nature". (1)

(1) SACHS, Ignacy, Stratégies de l'écodéveloppement, Editions Economie et Humanisme, 1980, p. 32.

Ce concept, cet outil, a été baptisé par certains chercheurs et praticiens du nom d'"écodéveloppement". Il "débouche sur la planification participative de fait, et sur un rééquilibrage du pouvoir entre le marché, l'état et la société civile, au profit de cette dernière". (2)

D'autre part, le phénomène de développement régional (3) est un processus par et à travers lequel se transforme une relation espace/citoyens et collectivités, à partir de la rencontre de trois types de facteurs:

1. Le développement technologique, condition de possibilité de changement de rapport à l'espace;
2. Un modèle culturel dominant;
3. Une division sociale du travail, conduisant
 - .au fractionnement du pouvoir organisateur;
 - .à la dominance de l'économique;
 - .à la mise à distance du professionnel p/r au citoyen ordinaire.

En fin de compte, un développement véritable pourrait être, à notre avis, un développement des populations par elles-mêmes, maîtrisant et utilisant au mieux les ressources naturelles technologiques et humaines (milieu naturel, technostructures, milieu social), débouchant sur la recherche et l'apprentissage de nouveaux

(2) idem p. 32-33.

(3) par extension quelque peu audacieuse du phénomène d'urbanisation, dont la définition est empruntée à Rémy et Voyé, "La ville et l'urbanisation", Duculot, Paris, 1974, p. 66.

modèles culturels, d'un nouveau style de vie (écologie naturelle et culturelle). (4)

C'est ainsi qu'on peut soutenir que tous les groupes de citoyens-nes, toutes les collectivités régionales sont partie prenante du processus de développement, sont des agents, des intervenants actifs dans le développement. Nous basant sur les facteurs/composantes du développement évoqués plus haut, on pourrait donc situer chacun des groupes dans l'un des champs d'intervention suivants:

- ① Les groupes intervenant davantage sur l'espace, les structures spatiales, l'habitat, les impacts environnementaux du développement technologique. A titre d'exemples:
 - les comités locaux d'environnement;
 - les comités de citoyens, de quartiers;
 - les comités de protection des ressources hydriques, agricoles, forestières, récréotouristiques,...
 - les comités de développement communautaires;
 - les coopératives d'habitation.

- ② Les groupes essentiellement préoccupés de changements ou d'amélioration des structures sociales, des rapports sociaux ou de la division sociale du travail. A titre d'exemples:

(4) Une autre définition du développement nous est suggérée par l'AQOCI (Association Québécoise des Organismes de Coopération Internationale).

C'est le "processus de changement vers la libération par lequel une population dans un milieu social et écologique donné, et à un moment historique déterminé, transforme les structures de production, établit de nouveaux rapports sociaux et renouvelle ses institutions à la lumière de l'actualisation de ses fondements culturels - et économiques -, en vue de parvenir à une meilleure qualité de vie."

- les comités chômeurs-chômeuses
- les comités de défense des droits sociaux
- les groupes de femmes
- les garderies
- les comités de défense des droits des retraités
- les associations de chefs de familles monoparentales
- les groupes de personnes handicapées
- les comptoirs alimentaires, budgétaires,...
- ...

③ Les groupes engagés dans la recherche de nouveaux modèles culturels, de nouveaux styles de vie, dans les média de toute nature. A titre d'exemples:

- les télé et radios communautaires
- les groupes culturels et artistiques "alternatifs"
- les groupes d'usagers des média
- les centres de solidarité internationale

Cette schématisation sans doute un peu rigide, n'exclut évidemment pas les doubles appartenances, ni les inter-actions externes d'objectifs, de moyens et de champs d'intervention d'une catégorie à l'autre. Nous voulons seulement démontrer que dans le cadre du développement régional, personne ne peut s'exclure ou être exclus et qu'en réalité, le développement "autre" d'une région passe obligatoirement par l'insertion quotidienne de chaque groupe socialement actif, dans ces différents champs d'activité, sans qu'on s'en rende habituellement bien compte.

La réflexion collective sur cette réalité vitale, la prise de conscience de certains enjeux majeurs liés à cette réalité et éventuellement l'action concertée de tous ces leviers de changement pour un développement régional "autre", tel est le sens de notre démarche.

Le collectif de la recherche